



Section du MORBIHAN

Secrétariat de Section :

Annie RIO - Jean-Marc PAPOTIER

-

13 Avenue Saint Symphorien

56020 VANNES CEDEX

02.97.68.54.68

Déclaration Liminaire du CTL du 13 novembre 2014

Monsieur le Président,

La situation est grave, très grave. Notre liminaire en fera encore une fois état afin que vous ayez vraiment conscience du malaise, du mal être quotidien des agents.

Solidaires s'inquiète du devenir du service public fiscal, foncier et de la gestion publique. Solidaires Finances Publiques s'inquiète encore plus des agents.

Nous effectuons de nombreuses visites de sites et ce que nous constatons nous alarme, en particulier, sur le niveau d'épuisement des agents. Les tensions sont plus que palpables et devraient également vous alerter.

Comment peut-il en être autrement ?

Pourtant dans notre département, les sites qui ont déjà fait l'objet d'alerte (Port Louis, SIE de Vannes Remparts...) n'ont pas trouvé de réponse de votre part et la dégradation se poursuit inexorablement. L'état de santé des agents est en péril. Les pathologies développées en lien avec les dégradations des conditions de vie au travail sont de plus en plus graves.

Pour Solidaires Finances publiques, la baisse continue de notre budget est à l'origine de bon nombre de nos difficultés. Les budgets de fonctionnement en sont à un tel point que certaines Directions étaient en cessation de paiement dès le mois de juillet. Quant à l'emploi, il manque cruellement dans tous les services.

- 30 000 postes supprimés depuis 2002 (quand la charge de travail augmente de 25 % dans la même période), auxquels il faudrait ajouter les 2000 suppressions de postes prévues. A cela, s'ajoute également tous les postes laissés volontairement vacants alors que les possibilités budgétaires existent.

- Suppression de moyens matériels, abandon de territoires, fiscalité injuste et peu lisible, abandon de la fiscalité écologique, sécurité et protection économique des citoyens et des consommateurs affaiblie, etc.

Solidaires Finances Publiques condamne une nouvelle fois cette politique libérale de réduction drastique de la dépense, passant par la suppression des emplois, qui dure depuis trop longtemps.

Ce sont les contribuables qui en pâtissent. La Direction Générale en envisageant de réduire les horaires d'ouverture au public, ne règle en rien les problèmes d'accueil en concentrant les flux d'usagers sur des périodes resserrées. Dans le contexte particulièrement tendu qui entoure la DGFIP et ses missions, cette réduction pourrait même contribuer à accroître les tensions de toutes natures.

Cette politique dite du rabet est appliquée avec une brutalité sans égale : RGPP, MAP, Démarches stratégiques, Revue des missions, etc. Ces « politiques de modernisation » ne sont pas des réformes modernes, tant il est dénié aux agents et aux citoyens la faculté d'intervenir, d'influer sur les choix opérés.

Bien au contraire, chaque jour, nous constatons l'extrême difficulté à aborder les questions essentielles de l'exercice de nos missions et de leur réelle efficacité au service des citoyens, de notre économie, de la qualité des outils de travail mis à notre disposition et plus largement celle de l'organisation du travail.

L'organisation du travail et les conditions de travail sont les sujets qui nous préoccupent : il implique de parler des structures, des emplois, de l'encadrement, des outils notamment informatiques. Solidaires Finances Publiques considère que l'extrême faiblesse de la ligne budgétaire départementale consacrée depuis plusieurs années au remplacement du matériel informatique fait courir un risque sur l'exercice des missions.

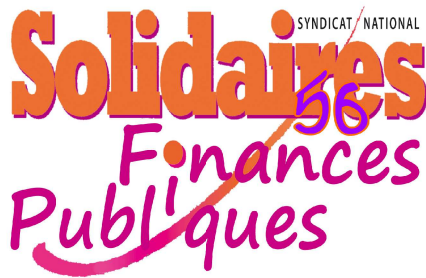
D'autre part, cette journée du 13 novembre est une journée d'action pour nos collègues de France Domaines et Solidaires Finances Publique soutient totalement leurs revendications. En effet, leur situation indemnitaire, professionnelle et leur positionnement administratif n'a fait l'objet d'aucune réponse satisfaisante. Les propositions et décisions de la DG, au lieu de résoudre les difficultés, ont aggravé les injustices et accru les discriminations indemnitaires préexistantes.

Nous tenons à rappeler également que la situation au sein de la fonction publique s'est encore dégradée, aussi que les 4 organisations syndicales de la fonction publique CGT, FAFP, FSU et SOLIDAIRES appellent à une mobilisation le 18 novembre pour porter nos justes revendications que nous portons unitairement.

- Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Des emplois statutaires pour faire face aux besoins ;
- Un large processus de titularisation des agents non titulaires et le développement des garanties pour les précaires ;
- Des perspectives de carrière et de mobilité choisie pour tous les agents ;
- La possibilité d'exercer les missions de service public dans des conditions décentes.

Concernant le point d'ordre du jour : Evolution du réseau . Nous dénonçons l'absence de document préparatoire.

Quel mauvais coup nous préparez vous encore ?



Section du MORBIHAN

Secrétariat de Section :

Annie RIO - Jean-Marc PAPOTIER

13 Avenue Saint Symphorien
56020 VANNES CEDEX
02.97.68.54.68

A faire
circuler

Compte Rendu du CTL du 13/11/2014

L'ordre du jour :

1. Bilan campagne IR 2014 (pour information)
2. Bilan et plan d'action CHSCT (pour information)
3. Bilan déontologie (pour information)
4. Modification des horaires d'ouverture des CFP de Guer, Elven et le Palais (pour avis)
5. Ponts naturels 2015 (pour avis)

Solidaires Finances Publiques a ouvert la séance avec la lecture de la liminaire que vous trouverez ci joint.

Bilan de campagne IR 2014

Suite à la présentation du bilan de la campagne, notre questionnement a porté sur l'amplitude de la campagne. Pour nous, elle commence lors de la distribution des 2042, mais ne s'arrête pas à la fin des saisies, ce serait oublier la fusion ! Quid du recouvrement ?

La Direction a été interpellée sur le grand nombre de déclarations qui sont retournées à tort par les services de la Poste ; problématique récurrente prise en compte par la Direction, qui ne voit pas de solution. Ainsi, la suppression du service public postal n'a apporté que des dégradations ! Ce qui impacte la chaîne de travail des agents.

Pour Solidaires Finances Publiques, ce bilan ne montre pas suffisamment la charge de travail supportée par les SIP fusionnés (SIP-CDIF). L'enchevêtrement des calendriers de relance, les délais contraints, la connaissance tardive du calendrier de campagne sont des difficultés que les services ne peuvent absorber dans de bonnes conditions. Ainsi en début de campagne IR sortaient les relances de Taxe Foncière se superposant aux travaux d'assiette de l'IR. La Direction y voit encore et toujours un problème d'organisation !!!

Nous avons dénoncé la « vente forcée » de la dématérialisation totale des avis et des déclarations générant un afflux supplémentaire de contribuables mécontents. L'absence d'information simple et lisible lors du cochage ou décochage de la saisie de la déclaration par internet crée beaucoup d'incertitudes pour les usagers, donc plus de communications téléphoniques et d'accueil physique. En effet, si l'utilisateur reçoit bien un message d'information sur sa messagerie, il est vraisemblable qu'il le supprime comme s'il s'agissait de spam.

Le dimensionnement du plateau téléphoné de Vannes n'est pas approprié aux sollicitations des usagers et devrait donc être augmenté l'an prochain. « Il faut mettre des agents derrières les postes téléphoniques ».

Pour Solidaires Finances Publiques, une fois encore, les agents ont vécu une période de grand stress liée à :

- la complexification de la législation (suppression effective de la demi-part case E, plafonnement du quotient familial, la mise en place en catastrophe de réductions d'impôt exceptionnelles)
- l'accumulation des suppressions d'emplois face à une augmentation des demandes des usagers.
- Le contexte économique et social tendu (augmentation du nombre de contribuables en grande difficulté financière)
- Les 66 % de déclarations qui ne sont pas télédéclarées cette année (275 000 déclarations papiers saisies par les services).

Bilan et plan d'action CHSCT

Après la présentation budgétaire et fonctionnelle du CHSCT, Solidaires Finances Publique est intervenu particulièrement sur l'absence de solutions efficaces suite aux Espaces De Dialogue (EDD) initiés sur le SIE de Vannes Remparts et la trésorerie de Port-Louis. Nous avons rappelé au Président que face à ses attermoissements, depuis bientôt deux ans, sa responsabilité personnelle concernant la santé des agents est engagée. C'est tout de même 20 agents qui ont quitté le SIE en 2 ans ! C'est dur pour les agents de devoir quitter un métier qu'ils apprécient ; C'est trop long pour les agents d'attendre que des décisions soient prises afin de régler définitivement les problèmes !!!

Bilan déontologique

Peu d'anomalies « découvertes » :
6 contrôles sur pièces sur 304 ont donné lieu à des rehaussements mineurs ne relevant pas de manquements déontologiques !

Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur l'utilité d'un contrôle systématique par des employés supérieurs, dans la période de restriction d'emplois.

Après les « affaires » des ministres et parlementaires, on ne peut pas dire que l'exemple vienne d'en haut ...

Modification des horaires d'ouverture de 3 Trésoreries

Solidaires Finances Publiques s'est prononcé contre le projet de modification des horaires de fermeture au public des Trésoreries de Guer, Elven et Le Palais.

En effet, si nous comprenons les difficultés rencontrées plus particulièrement par les petits postes pour accomplir leurs missions, nous ne pouvons pas cautionner le recul du service public et l'abandon partiel de son accueil public liés aux suppressions d'emplois.

Aussi, dans la mesure où les agents de ces postes demandent la réduction des horaires d'ouverture, nous demandons à la Direction de prendre en compte les conditions de travail certainement dégradées par l'augmentation de la charge de travail de ces postes.

Par ailleurs à la lecture du diagnostic territorial, nous avons constaté que la Direction utilise les réductions d'horaires pour en conclure que les petites trésoreries ne sont plus en capacité d'apporter de manière continue un service normal. Elle donne cet argument à la DG pour justifier à terme leur suppression.

Ponts naturels 2015

Solitaires Finances Publiques a voté contre le projet de 3 ponts naturels qui nous a été proposé.

Nous ne pouvons pas cautionner cette pratique, qui va à l'encontre du libre choix des agents à disposer à leur convenance de leurs congés.

Solitaires Finances Publiques 56 revendique

- Pour chacun, le droit de disposer à sa convenance de ses congés
- Que l'administration respecte le droit des agents en matière de récupération et d'autorisations d'absences réglementées
- Que les trois journées imposées soient accordées en autorisations d'absence par le Directeur.

Ceux-ci ont été validés par la Direction: 02 janvier, 15 mai et 13 juillet.



Les élus de Solitaires Finances Publiques au CTL – Morbihan

Annie Rio - Tit	Jean-Marc Papotier - Tit
Yannick Le Sausse – Tit	Yves-Marie Delliste – Tit
Marie-France Couprie - Supp	Annick Le Gal – Supp
Colette Le Falher – Supp	Nicolas Gauthier - Supp
Expert au CTL :	
Philippe Faure	

BULLETIN D'ADHÉSION

2014

Coupon à remettre à votre correspondant accompagné du règlement

NOM (marital) _____

Prénom _____

NOM (patronymique) _____

Date de naissance/...../.....

Grade

Echelon

Indice

Montant de la cotisation →
 Temps partiel %

Ancien Identifiant
 N° DGI (6 chiffres)
N° ANAIS à 10 chiffres

IDENTIFIANT MINISTÉRIEL
 N° à 10 chiffres (voir ANAIS)

FILIÈRE FISCALE →
 FILIÈRE GESTION PUBLIQUE →

N° ANAIS à 10 chiffres

 N° matricule DGFIP (6 chiffres)

Adresse administrative - service - structure - téléphone

Mel professionnel@dgfp.finances.gouv.fr

Mel personnel

Adresse personnelle _____

Solitaires Finances Publiques
Boîte 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16 contact@solidairesfinancespubliques.fr solidairesfinancespubliques.fr